

Le patrimoine de l'édition : dialogue et tensions entre mémoire et médias

Abdellilah, Abdelkader

Université d'Oran 1

abdel_nabdz@yahoo.fr

Régimbeau, Gérard

LERASS-CERIC, Université Paul-Valéry Montpellier, France

gerard.regimbeau@gmail.com

Résumé:

L'activité et production éditoriale compose une réalité particulière de trace mémorielle : écrite, sonore, visuelle, numérique. Elle garde la trace de nos idées, de nos gestes, d'une part anthropologique difficile à restituer autrement que par des médiums et des médias. Comment en garder une mémoire et la constituer en patrimoine ? Cette problématique rejoint de fait celle du patrimoine culturel immatériel sans y être incluse. Elle fait l'objet de tensions appelant l'éclairage du commentaire selon un triple sens de « tension »

- celui d'une concordance notionnelle et pratique mal assurée entre ce qui relève du patrimoine matériel et immatériel ;
- celui d'une pratique de contrôle et de stockage qui n'est pas forcément celle d'une mise en mémoire assurant une patrimonialisation ;
- celui des conditions conflictuelles qui ont pu présider à l'instauration d'une mémoire de l'édition avec le dépôt légal. Le cas du dépôt légal en Algérie donne l'occasion de revoir la prise en charge du dépôt au niveau national par l'Algérie et les nouvelles questions sur l'identification d'un patrimoine.

Cependant, sur le plan du dialogue amené par leurs fonctions de conservation des médiums et médias, le dépôt légal, les archives, les bibliothèques, et quelques autres

institutions conservent une forme de mémoire relevant du patrimoine. Ces missions sont consolidées par des actions spécifiques associatives ou autres au bénéfice d'une mémoire de l'édition. Au delà des tensions et du dialogue, il est nécessaire d'étudier et de penser la place, diffuse et constante, de l'édition en tant que manifestation spécifique d'un patrimoine culturel immatériel.

Mots-clés : Patrimoine, patrimoine matériel/ immatériel, mémoire, édition

Introduction

En nous référant à la notion de tensions dans notre titre, nous utilisons un terme, d'une part souvent repris ces derniers temps dans la rhétorique de l'actualité et de la recherche pour nuancer, voire euphémiser les termes de « contradiction » ou « d'opposition », et qui d'autre part, peut varier de sens, selon qu'il est employé pour un article scientifique ou journalistique. En journalisme, il intervient pour caractériser les prémices d'un conflit ou une situation tendue non encore résolue mais il peut aussi être retenu pour sa connotation de suspens pour accrocher la lecture. Notre définition du mot ne reprendra pas celle du journalisme et se placera plutôt du côté scientifique en retenant un triple sens pour notre sujet :

- celui d'une concordance notionnelle et pratique mal assurée entre ce qui relève du patrimoine matériel et immatériel ;
- celui des pratiques de contrôle des publications et de leur conservation qui n'est pas forcément celle d'une mise en mémoire assurant une patrimonialisation ;
- celui des conditions conflictuelles qui ont pu présider à l'instauration d'une mémoire de l'édition divisée entre, d'une part, une trace administrative exigée par la loi française du dépôt légal et perpétuée depuis François 1^{er} (1556) et, d'autre part, la conception d'une logique et d'une logistique patrimoniales organisée autour des publications. Le cas du dépôt légal et son application en Algérie nous donnera l'occasion de revoir la prise en charge du dépôt au niveau national et les nouvelles questions sur l'identification d'un patrimoine.

Notre hypothèse, qui prend place dans une certaine actualité puisque le 17 octobre 2024 a eu lieu la célébration de la première Journée internationale du PCI (patrimoine culturel immatériel) à l'initiative de l'UNESCO (2024), rejoint nos études et pratiques dans la médiation des savoirs et du patrimoine (enseignement, recherche, traduction, édition).

Elle repose sur la perception que la question de l'édition reste encore sensiblement éloignée des enjeux globaux posés par le PCI. Deux risques, notamment, en découlent : celui d'une mésestimation des supports de la mémoire générale - la notion d'immatérialité créant un « trouble » selon le mot de Chiara Bortolotto (2014) - et celui d'un oubli des apports de l'édition à la culture des minorités et des nations. Nous mettrons cependant des limites à ce constat en soulignant les réalités et potentialités de dialogues existant entre les différentes catégories de patrimoines. Notre contribution s'appuiera sur la réflexion critique de la problématique d'un phénomène en partie oublié du patrimoine immatériel, occulté par la pratique des archives et en partie mésestimé en raison d'une autonomisation trop confiante en la mémoire des livres.

1-Concordance et distance entre matériel et « immatériel »

Un des points majeurs relatif à la nature des archives de l'édition est celui de sa réalité particulière de trace mémorielle. Ecrite, sonore, visuelle, numérique, elle rejoint d'emblée un statut de média car inscrite sur des supports et orientant de ce fait les conditions de leur conservation qui conditionne à son tour la conservation de la mémoire. Elle garde la trace de nos idées, de nos gestes et paroles sur des supports évolutifs et transitoires, parfois éphémères qu'ils soient analogiques ou numériques. La part anthropologique de nos comportements difficile à restituer autrement que par l'éducation et la formation incluant le bouche à oreille, l'imitation et l'initiation, a rencontré un tournant majeur notamment quand l'oralité a perdu de son pouvoir de transmission dans la culture ancestrale. Le processus fut long et met en présence des situations extrêmement contrastées. L'anthropologue Jack Goody a étudié les outils intellectuels qui ont accompagné une médiation de la mémoire partant de l'oralité pour transformer des récits oraux en récits écrits (Goody, 1979). Sa recherche a mis en lumière les capacités d'une chaîne mémorielle humaine en

éclairant les possibilités immenses de la formalisation médiale de cette même mémoire, notamment par l'organisation tabulaire ou listée des données. D'un récit ou d'une recette transmis de génération en génération au récit ou à la recette écrits, Goody observe comment un bond qualitatif s'est effectué du point de vue de la transmission et de la mémorisation, notamment dans la séparation du récit de son lieu de performance. Yves Jeanneret en a résumé les enseignements quand il relate l'expérience de Jack Goody théorisant l'écriture : « *Comprendre que la page fait espace, que la liste assigne des lieux aux objets, que le tableau distribue des places pour les idées, c'est mettre le doigt sur le travail de redistribution des espaces que les machines médiatiques opèrent autour de nous et en nous.* » (Jeanneret, 2011, p. 97). Le recours à la terminologie de patrimoine immatériel nous reporte à une vision moins occidendo-centrée que celle du seul patrimoine. Elle est parvenue par l'Asie, selon le livre des *Concepts-clés de muséologie* : « *Cette notion, originaire des pays asiatiques (et notamment du Japon et de la Corée), se fonde sur l'idée que la transmission, pour être effective, repose essentiellement sur l'intervention humaine, d'où l'idée de trésor humain vivant, 'une personne passée maître dans la pratique de musiques, de danses, de jeux, de manifestations théâtrales et de rites ayant une valeur artistique et historique exceptionnelle dans leur pays, tels que définis dans la recommandation sur la sauvegarde de la culture traditionnelle et populaire'* » (UNESCO, 1993). Cette notion rencontre celle que l'écrivain et ethnologue Malien Hamadou Hampaté Bâ a énoncé dans son discours en 1960 à l'UNESCO en faveur du « *gigantesque monument oral à sauver de la destruction [...]* » où il utilise cette image d'un incendie des mémoires : « [...] *notre sociologie, notre histoire, notre pharmacopée, notre science de la chasse, et de la pêche, notre agriculture, notre science météorologique, tout cela est conservé dans des mémoires d'hommes, d'hommes sujets à la mort et mourant chaque jour. Pour moi, je considère la mort*

de chacun de ces traditionalistes comme l'incendie d'un fonds culturel non exploité.
 ». (Hampaté Bâ, 1960). Cette conscience d'une nécessité de conservation s'est donc effectuée dans un contexte de réhabilitation des savoirs ancestraux qu'un de ses plus grands promoteurs désigne comme un « monument à sauver ».

La solidarité qui s'est opérée entre trace, support portable et formalisation (écriture, tablette et liste, par exemple) nous rappelle que l'adjectif « immatériel » accolé à « patrimoine » ne décrit qu'une partie de sa nature et de sa fonction. Sans doute importante et nodale mais ne donne qu'un avatar terminologique de sa réalité beaucoup plus matérielle et complexe (Bortolotto, 2011). Déjà, sans même en considérer des supports de listes ou de récits, comme Goody, la transmission orale pose des questions de médium et de médiation, en tous cas médiales, car l'oralité n'est pas seule en cause dans son accomplissement ou sa réalisation. La tradition orale suppose notamment des gestes, des rites, des œuvres, des conditions de transmission qui en appellent à une physicalité ou une matérialité coexistante.

2-Le dépôt légal comme patrimoine

La croissance des supports de mémoire portables a engendré la civilisation de l'écrit mais elle a entraîné également une question patrimoniale pour les palais et les nations, les lieux de culte et les collections privées avec un héritage à transmettre. Si la Bibliothèque d'Alexandrie demeure un exemple majeur de l'Antiquité dans la quête d'une conservation exhaustive de ce qui circulait en matière d'écrit, il a fallu attendre quelques siècles pour que la même idée, inspirée elle-même des bibliothèques de monastères, de seigneurs, d'universités ou du mécénat, des Médicis par exemple, ne se concrétise dans un dépôt de ce qui était imprimé ou vendu dans le royaume français sous François 1^{er}. C'est par l'ordonnance de Montpellier du 28 décembre 1537 que fut institué le dépôt des imprimés et ordonné aux libraires et aux imprimeurs de communiquer leurs œuvres à la bibliothèque du

roi. Malgré les débats d'historiens sur les arrière-pensées du roi lui-même ou de ses conseillers dans cet acte quant à leur seule motivation de mécénat, le dépôt légal a fonctionné selon un double souci : 1. La constitution de la bibliothèque du roi comme une bibliothèque de référence ; 2. La surveillance et le contrôle des idées dont les écrits étaient les supports. Puis l'objectif de censure et de contrôle de l'activité éditoriale d'un pays par le dépôt légal a évolué dans le temps. Déposer devint une condition à remplir pour obtenir un permis d'impression et un moyen de protection des droits d'auteurs. Ainsi, outre les objectifs de collecte des éditions nationales, de compilation et de publication de la bibliographie nationale, Larivière, reprenant l'étude de Jean Lunn, a présenté d'autres objectifs du dépôt légal qui peuvent être résumés comme suit : 1) Protection juridique (droit d'auteur) ; 2) Enrichissement des bibliothèques. 3) Moyen statistique des éditions nationales (Larivière et Lunn, 2000).

Bien que la diversité des systèmes juridiques nationaux rende impossible l'élaboration d'une loi modèle pouvant servir la plupart des pays, Jean Lunn avait insisté sur les objectifs de toute loi sur le dépôt légal en classant ses objectifs : 1) Elle doit avoir pour objectif prioritaire la préservation et l'enrichissement de la collection des éditions nationales ; 2) pour deuxième objectif, la publication, dans les plus brefs délais possibles, d'une bibliographie nationale. Il mentionnait par ailleurs sur le plan méthodologique ou formel que les objectifs de cette loi soient clairement exposés et soit justifiés par une explication détaillée de leur valeur. Le détail des principaux paramètres entrant dans l'identification d'un dépôt pour assurer que la loi puisse atteindre ses objectifs présents ou futurs, pourrait se présenter comme suit :

1. L'origine de la publication
2. L'exhaustivité (ou les types de documents à déposer)
3. Les déposants

4. Les organismes dépositaires

5. Le nombre d'exemplaires

6. Le délai de dépôt

Pour nous en tenir aux deux premiers, nous relèverons que l'origine de la publication revêt une grande importance dans la définition de la notion de "collection nationale" ou "éditions nationales". Il est admis que le dépôt légal soit limité à la production nationale de publications diffusées pour le plus grand public sur divers supports dans des limites géographiques d'un pays. Approchée du point de vue du droit strict, une loi sur le dépôt légal ne peut s'appliquer qu'à l'intérieur des frontières du pays car une loi nationale, même si elle peut inspirer d'autres pays, n'est pas susceptible d'application extraterritoriale. Quant aux types de documents à déposer et donc à conserver, étant donné que la collection des éditions nationales et la bibliographie nationale sont appelées à être aussi exhaustives que possibles, la législation sur le dépôt légal devrait être étendue à l'ensemble des catégories des éditions. Mais cela dépend aussi des ressources disponibles dans les agences bibliographiques de chaque pays (espace, personnel...).

Les différents types de documents recensés dans les bibliographies nationales selon l'étude de Robert P. Holley (Holley, 1998), pour donner une idée de la diversité des documents objets de dépôt légal et donc des bibliographies, comprenaient en 1998:

- Ouvrages
- Publications en série
- Publications officielles gouvernementales
- Actes de conférences
- Manuels
- Publications traitant du pays publiées à l'étranger
- Cartes

- Dissertations
- Brochures
- Partitions musicales
- Enregistrements sonores
- Articles de périodiques
- Matériaux graphiques
- Microformes
- Images animées et enregistrements vidéo
- Fichiers informatiques
- Publications gouvernementales internationales

En Algérie, par exemple, le dépôt légal remonte aux premières années de la période coloniale. à partir de 1849 et plus particulièrement de 1881 avec la loi sur la liberté de la presse. Ces lois ont été élaborées au départ davantage à des fins de contrôle et de censure. Ce n'est qu'à partir de 1925 que le dépôt légal a été régi par ses propres textes. Mis en application réellement depuis 1956, la Bibliothèque Nationale d'Alger reçut depuis lors toutes les publications soumises à l'obligation du dépôt légal : un exemplaire déposé par l'imprimeur et quatre exemplaires par l'éditeur. Un seul exemplaire était conservé dans les collections d'Alger, les autres exemplaires étaient transmis à la Bibliothèque Nationale française. Afin d'éviter un vide juridique, l'administration algérienne a décidé par la loi n°62-157 du 31 décembre 1962 de reconduire toute la législation française en vigueur à cette date sauf dans ses dispositions contraires à l'état algérien. Puis, le système juridique algérien a décidé par l'ordonnance n°73-29 du 05 juillet 1973 d'abroger la loi n°62-157 du 31 décembre 1962 et de mettre ainsi fin à toute la législation héritée de l'occupation française. Parmi les projets marquants qui ont suivi, à noter celui publié, sous forme

d'ordonnance de 1996 dans le JORA (Journal officiel) où sont définis clairement les objectifs du dépôt légal, dont la même ordonnance lui attribue « un caractère conservatoire », avec trois principaux objectifs qui sont : 1) Collecte, protection et conservation de la production intellectuelle et artistique algérienne ; 2) Élaboration de la Bibliographie de l'Algérie ; 3) Mise à la disposition du public des documents, objet du dépôt légal.

3-La mémoire du patrimoine numérique

En prolongement de la liste précédente des types de documents, qui identifiait déjà les supports informatiques, il faut y ajouter les documents numériques dans leur grande diversité. On peut observer que la recherche de supports de plus en plus performants dans leurs capacités de mémoire a fait évoluer les pratiques et la sémantique la plus commune vers ce terme de « mémoire » qui sert autant pour le patrimoine que pour qualifier la capacité de nos objets les plus quotidiens en la matière de cartes-mémoire précisément, de puces, de clés, d'ordinateurs, de tablettes ou de smartphones. Avec l'apparition de nouvelles technologies de l'information comme moyens d'édition et de diffusion des connaissances, la révision des législations sur le dépôt légal s'est imposée. Les publications électroniques peuvent être des :

- équivalents électroniques de publications imprimées classiques telles que les livres, revues, etc.;
- bases de données interactives, le cas des bibliographies, des images numérisées...;
- productions multimédia : des jeux par exemple;
- logiciels et systèmes experts;
- nouvelles formes de publication de l'information, telles que les services à distance, les groupes de discussion...

Une publication électronique peut être soit mise à jour en permanence, d'où l'appellation « publication dynamique », soit être figée : « publication statique ».

L'UNESCO a publié des recommandations à ce sujet en synthétisant les points d'intervention et enjeux concernant les publications électroniques au regard du Dépôt légal. Nous en retiendrons six :

1. La forme de la législation
2. L'application de la législation sur le dépôt légal des publications électroniques
3. Le champ d'application
4. Les catégories des publications électroniques
5. La préservation
6. Le recensement

1. La forme de la législation

Les nouvelles législations sur le dépôt légal des publications électroniques ont pris trois principales formes qui sont :

- Une loi spécifique au dépôt légal à ce type de publications
- Une loi sur le droit d'auteur
- Une loi qui régit en même temps l'institution dépositaire nationale.

L'Unesco recommande pour cette question que les dispositions concernant le dépôt légal des publications électroniques soit incluses avec les dispositions qui régissent les documents imprimés.

2. L'application de la législation sur le dépôt légal des publications électroniques

Les fonctions de la bibliothèque nationale dans la collecte, la conservation et la diffusion de la collection nationale demeurent inchangées vis à vis l'édition électronique. Cette question a été confirmée en 1996 par un rapport de la Commission européenne sur les documents électroniques.

3. Le champ d'application

Le champ d'application des publications statiques ne pose pas de problèmes car il peut être géré de manière identique que celui des documents imprimés. Le dépôt légal des CD-ROM par exemple ne diffère pas de l'imprimé. La problématique se pose pour le dépôt des publications en ligne car il peut arriver que plusieurs pays contribuent dans la production et la diffusion de ces publications à travers leurs sites. A ce titre, un groupe de travail de l'Unesco a proposé que la loi définisse la portée nationale des publications électroniques.

4. Les catégories des publications électroniques

L'Unesco a également recommandé que les catégories des publications électroniques à soumettre au dépôt légal doivent être aussi larges que possible. Elle propose en plus qu'il serait mieux d'inclure que d'exclure un objet sur lequel il y a un doute et de ne pas distinguer entre les publications en ligne et les publications électroniques autonomes. Le choix de déterminer les types des catégories qui font partie de la collection nationale revient à l'institution dépositaire.

5. La préservation

L'accès aux publications électroniques déposées passe inévitablement par les conditions de préservation et des moyens fournis pour l'exploitation de ces publications. L'Unesco recommande que le droit de faire des copies des publications déposées figure dans les législations. Étant en développement, la préservation des publications électroniques pose des problèmes techniques qu'il faudrait étudier séparément.

6-Recensement des ressources électroniques dans les bibliographies nationales

Depuis l'enquête lancée durant l'été de 1998, relative au recensement des ressources électroniques dans les bibliographies nationales par 55 agences bibliographiques nationales, il ressortait que plusieurs ressources électroniques avait déjà commencé à faire l'objet de recensement dans ces bibliographies,

confirmant ainsi que ces nouveaux supports d'information constituent une partie intégrante des éditions nationales.

Ces principes de dépôt n'ont cessé de se développer mais avec des limites que Frédéric Saby, par exemple, a évoqué dans son étude historique du Dépôt légal en France : « [...] *l'exhaustivité, qui est une caractéristique théorique du dépôt légal, ne saurait être atteinte. [...] Un dépôt exhaustif du web est impensable, pour des raisons techniques mais aussi pour des raisons de nature (notamment à cause de liens entre sites). Mais [avec] la réponse proposée [...] : capture d'instantanés du web français, complétée par des collectes ciblées. On n'est pas très éloigné, finalement, du mode de fonctionnement adopté par les archivistes, qui procèdent par échantillonnage [...]. Le résultat n'en est pas moins exploitable par les chercheurs.* » (Saby, 2013).

4-Réflexions en prolongement sur le dialogue entre dépôt et mémoire

La collecte et conservation de l'édition et de la création fait l'objet de lois et décrets qui en définissent les obligations et donnent les objectifs que se donne un état face à la mémoire qu'il souhaite retenir voire encadrer. Le dépôt légal, comme on l'a vu a rempli un rôle non seulement de dépôt, ce qui met l'accent sur l'acte d'enregistrement et de vérification mais aussi d'archive au fil du temps, devenant une réserve de savoirs à explorer et exploiter.

Pourquoi les textes de l'UNESCO ne prennent pas en compte le patrimoine éditorial dans le patrimoine culturel immatériel ? Les priorités de la convention de 2003 sont données, comme on l'a vu sur le plan définitionnel, à ce qu'il est convenu d'appeler le patrimoine vivant : les traditions orales (contes, mythes, récits) ; les arts du spectacle (théâtre, danse, musique) ; les pratiques sociales et rituels (cérémonies, fêtes), les connaissances et pratiques concernant la nature (savoir-faire traditionnels), les savoir-faire liés à l'artisanat traditionnel (Morisset et Noppen, 2005 ;). Parce qu'il est assimilé à des processus de fixation sur des documents, le

patrimoine éditorial échappe donc à ce patrimoine vivant et se voit donc arrimé au patrimoine matériel à côté des monuments, des sites et des objets. De plus, le processus éditorial, quand il est au service de la créativité inédite ou originale, d'une œuvre d'art, d'un auteur, tend à se séparer d'un patrimoine vivant plus orienté vers les manifestations et pratiques collectives et traditionnelles. Ensuite, dans la droite ligne de cette acception liée à la créativité, l'édition est souvent incorporée au monde des industries culturelles dont l'UNESCO a pris les dimensions et se préoccupe, notamment ces dernières décennies, mais dans d'autres programmes que ceux du Patrimoine culturel immatériel.

Il est vrai qu'entre le rôle déterminant des activités éditoriales pour la préservation et la diffusion des savoirs, soit leurs médiations, et les supports de ces médiations qui sont de l'ordre du matériel, le patrimoine éditorial, parce qu'il englobe les deux ne se retrouve pas complètement ni dans les catégories du patrimoine culturel immatériel, ni véritablement dans celle du patrimoine général. Pourtant, le programme « Mémoire du Monde » (Memory of the World : <https://www.unesco.org/fr/memory-world>) qui vise à préserver de manière virtuelle, par des reproductions, des études, des métadonnées, des commentaires et épitextes les informations sur des livres et documents rares, précieux ou importants des archives et bibliothèques du Monde, y compris celles des musées et institutions, démontrent toute l'attention qui est portée, à travers la diversité des pièces concernées, au travail de publication et d'édition. Et ce programme, dans son expression numérique, espace de mémoire outillée ou d'outillage intellectuel (comme le nommerait Jack Goody) pourrait constituer de lui-même un pan du Patrimoine culturel immatériel.

Le documentaire intitulé *Toute la mémoire du Monde* réalisé par Alain Resnais en 1956, où, en exergue, il est dit : « Parce que leur mémoire est courte les hommes

accumulent d'innombrables pense-bête », illustre parfaitement l'intégration d'une mémoire éditoriale à une mémoire patrimoniale, en l'occurrence la Bibliothèque nationale de France, en fonction des natures particulières de supports conservés, en dehors des ouvrages « communs », dans différents cabinets dédiés aux cartes, aux estampes et photographies, aux médailles et aux manuscrits. Au vu des différentes instances de conservation, et celle du dépôt légal en priorité, il n'y a pas lieu de déplorer un manque d'attention à la production éditoriale mais ce qui semble faire la force des archives « spécifiques » des éditions, c'est toute la chaîne de conception, de choix et de production-publication, y compris maintenant dans sa documentation quasi complète en données numériques.

Ce déplacement du physique au numérique ne peut pas s'effectuer pour tous les cas de collections dont les tirages et impressions constituent une part précieuse de leurs qualités particulières de livre, de disque vinyle, de CD audio ou de CD ROM mais il faut ajouter aussitôt que dans nombre de services publics on a mis en route des catégories de fonds patrimoniaux virtuels reprenant les types et la terminologie des services consacrés aux documents. Nous pouvions, ainsi dénombrer en 2015 : « *Archives ; Bibliothèques ; Centres de documentation ; Laboratoires ; Musées ; Institutions audiovisuelles ; Services du patrimoine* ». Sont ainsi identifiées un total de 3116 collections composant le 'Patrimoine numérique '». (Régimbeau 2015).

Le souci de conservation et de valorisation qui passe par des accès plus ouverts a remis en lumière la nécessité d'une contextualisation des objets, de leurs avatars et de tout document : « *La plus-value archivistique doit alors se situer dans la description non pas de l'objet lui-même, mais de ses interactions avec d'autres objets - que celles-ci puissent être conservées dans une politique de conservation pérenne ou non - du contexte de production, de collecte et de conservation, particulièrement si celui-ci est "invasif" comme c'est le cas actuellement en l'absence*

d'outils normalisés. » (D'Angio-Barros et al., 2013, p. 96). Pour le sujet qui nous préoccupe, on ne peut que souscrire à cette idée d'une mise en relation des productions avec le processus de réalisation, de sa genèse, comme on parle de génétique textuelle remontant du texte final vers son écriture ; c'est à dire, une attention portée au caractère à la fois fragile et pourtant capital de l'environnement éditorial.

5-Un fonds de patience

L'importance de conserver la matière éditoriale dans sa réalité pratique, praticienne et historique a amené certains acteurs à proposer une forme et un lieu particuliers au patrimoine de l'édition. En créant avec d'autres, l'Institut Mémoire de l'Édition contemporaine (IMEC), Olivier Corpet donnait suite à ses premières recherches et sa passion relatives aux revues d'art et de littérature. Il avait déjà fondé l'association Ent'Revues, en 1986, et un organe d'études avec *La revue des revues*. Une publication qui a su reprendre et restituer toute l'importance de la revue dans la reconnaissance des auteurs et le travail des idées. Dans les textes d'hommages à sa vie et à son œuvre rassemblés sur le site Web de l'IMEC, après sa mort survenue en 2020, on retrouve évoquées les engagements, les contraintes et la ténacité qui ont présidé à la création de cet institut dont l'intérêt n'a fait que grandir au fil des années, Tout d'abord installé à Paris, en 1989, prolongé en 1996 par une antenne d'activités culturelles à l'Abbaye d'Ardenne, en Normandie, près de Caen, l'IMEC a déménagé, ses collections, en 2004, dans la même abbaye réhabilitée. André Chabin, rédacteur en chef de *La Revue des revues* rappelle que l'entreprise d'Olivier Corpet s'était fortement ancrée dans son attachement aux revues : « *Olivier, homme de revues : ils les avaient chroniquées pour Libération, avait dirigé un temps Autogestion, présidé à la réédition d'Arguments chez Privat. Les revues étaient sa passion première : 'C'est mon goût immodéré des revues qui m'a donné le goût des archives.'*

écrivait celui qui en 1988 allait co-fonder l'Imec. » (André Chabin, 2020). Il rappelle aussi son entretien, alors qu'il était en pleine création de la *Revue des revues*, donné au *Bulletin des bibliothèques de France* où Olivier Corpet défend le genre éditorial de la revue avec son « [...] travail lent, en profondeur, souterrain, fait d'humilité, de patience, d'opiniâtreté. Un travail aux effets non immédiats, un pari sur le temps. [...] ». (Corpet, 1988). Pierre Leroy, président de l'IMEC, dans son hommage, situe plus largement l'importance de cette entreprise en insistant sur la portée de l'Institut dont Olivier Corpet a fait, « avec son équipe, l'un des tout premiers lieux d'archives éditoriales, littéraires et culturelles de France et d'Europe, et l'une des plus brillantes, et vivantes, illustrations des bienfaits de la décentralisation, y compris en matière culturelle. »

(Pierre Leroy, id., ibid..)

La nécessité de réserver un traitement particulier à des archives d'éditeurs, s'est ainsi opérée à partir d'une expérience fermement liée, on le comprend, à l'usage et à la défense d'une édition de dimension artisanale mais dont l'importance a permis de modéliser une orientation jusque là peu exploitée ou diffusée d'un archivage rationnel et opérationnel. L'inscription de cette expérience dans une conception, certes archivistique mais aussi patrimoniale de la documentation, a donné confiance à des auteurs et éditeurs pour confier leurs archives à ce centre qui peut ainsi fonctionner en tant que « mémoire » active de l'histoire de la médiation des savoirs.

Le caractère d'originalité et de nécessité de la fonction éditoriale dans notre rapport aux savoirs est un des éléments clairement exprimé dans un numéro spécial de *Insavivat: Revue algérienne d'anthropologie et de sciences sociales*, sur « Les archives. Une problématique de patrimonialisation = الأرشيف - صعوبة التشكيل صعوبة التراثي ». Saddek Benkada y rappelle dans son article : « Un Patrimoine culturel : les

publications de la Société de Géographie et d'Archéologie d'Oran (1878-1988) » :
 « [...] *ce patrimoine patiemment accumulé et jalousement conservé pendant plus d'un siècle et quart ; est la preuve, si besoin est, de la conscience patrimoniale qui existe encore chez une frange assez importante de l'élite intellectuelle locale ; qui considère à juste raison que le fonds documentaire dans son ensemble de la Société (ouvrages, revues, publications de la Société, archives, cartes et plans), constituent plus qu'un patrimoine ; sinon, une véritable mémoire culturelle, une inépuisable mine d'informations et un outil de recherche incontournable sur l'état des connaissances acquises sur le Maghreb en général et l'Algérie en particulier ; et ce, dans divers domaines : histoire, archéologie, ethnographie, dialectologie, sciences de la nature etc... »*

6-Réflexions et conclusions

La notion de patrimoine immatériel a ceci de trompeur qu'elle semble se référer à un « ciel des idées » qui infuserait dans l'esprit des humains sans concrétisation particulière. Or, à rebours de cette représentation, le patrimoine immatériel est précisément incarné dans des actes, des mots, des processus et des rituels qui intéressent l'immatérialité par leur portée civilisationnelle et non par leur absence physique, organique ou concrète. Une chanson, une danse, un repas, une recette, un savoir-faire artisanal ou technique ont ceci d'immatériel qu'ils traversent des situations et des siècles en conservant un noyau de référence constant dans les actes sociaux. L'Unesco, dans son texte programmatique l'exprime en ces termes : « L'importance du patrimoine culturel immatériel ne réside pas tant dans la manifestation culturelle elle-même que dans la richesse des connaissances et du savoir-faire qu'il transmet d'une génération à une autre. » L'immatérialité du patrimoine se rapporte comme le précise encore l'Unesco dans sa définition à des domaines comme les « jeux et sports traditionnels », les « traditions culinaires », l'«

élevage », les « pèlerinages » ou les « lieux de mémoire ». (UNESCO, 2023). On est donc renvoyé à la nécessité toute pratique de les connaître et de les comprendre par leurs médiums et leurs médias. Tel pèlerinage se comprendra ainsi par les parcours, la vie et le vécu des pèlerins, les symboles religieux, les monuments, les implications littéraires et artistiques à travers les récits, les lieux mêmes, les films, formant ce qu'on rassemble sous le terme de sources et ressources documentaires.

Même si les concepts de mémoire collective, mémoire sociale, mémoire historique et mémoire patrimoniale ont tendance à se recouper, cette proximité ne gagne pas cependant à se confondre en une seule entité dominante vis à vis des autres. La mémoire sociale a par exemple d'autres implications de conservation et de communication que la mémoire historique, en se matérialisant, par exemple, dans ce qu'on nomme « musées de sociétés » tandis que la mémoire historique se manifeste en tous lieux et supports d'une nation, du manuel d'histoire de classe élémentaire aux célébrations de faits historiques de libération et de changements de régimes. Des lieux tels que les monuments nationaux font partie de ces mémoires : cités historiques, châteaux , édifices religieux sont inscrits dans cette mémoire non sans intéresser, il va de soi, un point de vue social sur leur valeur ou construction, mais pas au sens premier de mémoire sociale.

La mémoire de l'édition constitue-t-elle une mémoire sociale ou collective ? Les théoriciens de la mémoire collective dont Maurice Halbwachs ont apporté une réflexion sans cesse ré-interrogée à propos du sens de « mémoire collective » (Halbwachs, 1977). Est-on réellement en mesure de décréter si une mémoire partagée telle que celle d'une somme de livres et de connaissances est collective. Les savoirs de l'école, de la religion, des corporations, des milieux professionnels divers n'ont pas tous accès au panthéon du collectif tout en restant partagés par des groupes plus ou moins larges. Si l'on peut dire que tel artiste ou tel auteur fait partie

de la mémoire collective, est-ce en raison des échos médiatiques ou de sa création ? Quelle que soit la restriction que l'on apportera à la définition de « mémoire collective », peut-être limitée à la seule mémoire interne d'un groupe générationnel donné, et l'extension en symétrie d'une mémoire sociale étendu à l'ensemble des individus partageant une vie en société, on sera amené avec le cas de la mémoire éditoriale à entretenir les deux cadres observés. Il est, par exemple, intéressant de noter que pour un sociologue, actuellement : « Les médias de masse constituent aujourd'hui une importante « institution du sens » à l'échelle planétaire et remplissent une fonction de mémoire sociale. » (Orianne, 2018).

En dehors des productions elles-mêmes des éditeurs, il faut aussi prendre en compte leurs archives d'organisations, d'entreprises et d'associations et parfois familiales. Même si le patrimoine des éditeurs est certainement préservé de multiples manières par les archives privées, les archives nationales, les archives départementales en France ou celles des Wilayas en Algérie, par les institutions diverses (tribunaux, chambres de commerce, etc.), des actions associatives aidées ou relayées par des actions institutionnelles, il demeure que le silence observé par les textes sur une reconnaissance directe et fondée d'un patrimoine éditorial considéré comme un patrimoine documentaire dans le patrimoine immatériel pose certaines questions sur le partage, à notre avis improductif, entre patrimoine et archives. On pourrait même ajouter qu'il est artificiel de séparer à ce point ce qui fait l'identité et l'architecture de la mémoire.

Bibliographie

- D'ANGIO-BARROS Agnès, L'HOUREMEAU Hélène, VASSEUR Edouard (2013).
« L'archivage électronique dans l'administration publique : expériences croisées de trois services d'archives ministériels dans le contexte réglementaire des archives publiques ». In *Quand l'archivage devient électronique...* Actes du colloque international organisé par les Archives diplomatiques (La Courneuve) et les Archives nationales (Pierrefitte-sur-Seine), 5 et 6 février 2013, p. 80-98, [en ligne]
http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Actes_colloque_AE_fevr-2013_diffusion-numerique_cle04a718.pdf
- BORTOLOTTI Chiara (2011). « Introduction. Le trouble du patrimoine culturel immatériel ». In *Le patrimoine culturel immatériel : Enjeux d'une nouvelle catégorie*. Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Ministère de la culture, pp. 21-43. En ligne :
<https://books.openedition.org/editionsms/3552>
- CORPET Olivier (1988). « Que vivent les revues », *Bulletin des Bibliothèques de France*, n° 4, 1988. En ligne : <https://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-1988-04-0282-003>
- CHABIN André (2020). Hommage à Olivier Corpet. En ligne : <https://www.imec-archives.com/qui-sommes-nous/communiqués-de-presse/hommage-a-olivier-corpet>.
- DESVALLÉES André, MAIRESSE François (dir.) (2010). *Concepts clés de muséologie*, Paris : Armand Colin. En ligne : https://icofom.mini.icom.museum/wp-content/uploads/sites/18/2022/01/2010_key_concepts_of_museology_french.pdf

- GOODY Jack (1979). *La raison graphique : la domestication de la pensée sauvage*. Paris : Les Ed. de Minuit. Coll. Le sens commun.
- HAMPATE BA Amadou (1960). « Discours à la commission Afrique de l'UNESCO 01.12.1960 ». Audio, 43 :47 min.. En ligne : <https://www.ina.fr/ina-eclair-actu/audio/phd86073514/discours-de-hamadou-hampate-ba-a-la-commission-afrique-de-l-unesco>
- HOLLEY Robret P. (1998). « Results of a survey on bibliographic control and national Bibliography ». IFLA section on bibliography. In : *International Cataloguing and Bibliographic Control (ICBC)*, vol. 27, n° 1, January/march, 1998.
- IMEC (2024). Qui nous sommes ? Site en ligne : <https://imec-archives.com/qui-sommes-nous/l-imec-en-quelques-dates>).
- JADÉ Mariannick (2005). « Le patrimoine immatériel, quels enjeux pour les musées ? », ICOM (Conseil International des Musées) : Lettre du Comité national français, ICOM-France, n° 29, avril-octobre 2005.
- JEANNERET Yves (2011). *Where is Mona Lisa ? : et autres lieux de la culture*. Paris : Le Cavalier bleu.
- LARIVIÈRE Jules & LUNN Jean. (2000). *Principes directeurs pour l'élaboration d'une législation sur le dépôt légal*. Edition entièrement révisée et augmentée de la version
- Originale de Jean Lunn (1981), UNESCO. En ligne : https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000121413_fre
- LEROY Pierre (2020). Hommage à Olivier Corpet. En ligne : <https://www.imec-archives.com/qui-sommes-nous/communiqués-de-presse/hommage-a-olivier-corpet>

MORISSET Lucie K. et NOPPEN Luc (2005). « Le patrimoine immatériel : une arme à tranchants multiples », *Téoros*, 24-1, 2005, pp. 75-76.

ORIANNE Jean-François (2018). « Collective ou sociale ? La mémoire neuve de Maurice Halbwachs », *Revue de neuropsychologie*, vol. 10, p. 293-297. En ligne : <https://stm.cairn.info/revue-de-neuropsychologie-2018-4?lang=fr>

SABY Frédéric (2013). « Approche historique du dépôt légal en France », *Sociétés & Représentations*, n° 35, printemps 2013, p. 17-26.

UNESCO (2024). Première Journée internationale du patrimoine culturel immatériel. En ligne : <https://ich.unesco.org/fr/journee-internationale-patrimoine-culturel-immater>

UNESCO (2003). Qu'est-ce que le patrimoine culturel immatériel ? En ligne : <https://ich.unesco.org/fr/qu-est-ce-que-le-patrimoine-culturel-immateriel-00003>

UNESCO (2003). *Texte de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel*. 32^{ème} session de La Conférence générale de l'UNESCO, Paris. 29-09/19-10 2003. En ligne : <https://ich.unesco.org/fr/convention>

UNESCO (1992 →). « Mémoire du Monde » (Memory of the World). En ligne : <https://www.unesco.org/fr/memory-world>

تراث النشر: الحوار والتوترات بين الذاكرة ووسائل الإعلام

عبد القادر عبد الإله

جيرارد ريجيمبو

المستخلص:

يشكل النشاط التحريري والإنتاج واقعا خاصا لأثر الذاكرة: مكتوبا وصوتيا ومرئيا ورقميا. إنه يتتبع أفكارنا وإيماءاتنا، وهو جزء أنثروبولوجي يصعب إعادة إنتاجه إلا من خلال الوسائط ووسائل الإعلام. وكيف نحتفظ بذكره ونجعله تراثا؟ وترتبط هذه القضية في الواقع بمسألة التراث الثقافي غير المادي دون أن تكون مدرجة فيه. وهو موضوع توترات تدعو إلى توضيح التعليق وفق معنى ثلاثي لـ"التوتر"

-عدم وضوح التوافق النظري والعملي بين ما يشكل التراث المادي وغير المادي؛
-ممارسة المراقبة والتخزين التي لا تمثل بالضرورة ممارسة تخزين تضمن التوارث؛
-تضارب الشروط التي قد تحكم إنشاء ذاكرة النشر مع الإيداع القانوني. توفر حالة الإيداع القانوني في الجزائر الفرصة لمراجعة التعامل مع الإيداع على المستوى الوطني من قبل الجزائر والأسئلة الجديدة حول تحديد التراث.

ومع ذلك، فيما يتعلق بالحوار الناتج عن وظائفهم في الحفاظ على الوسائط ووسائل الإعلام، فإن الإيداع القانوني والمحفوظات والمكتبات وبعض المؤسسات الأخرى تحافظ على شكل من أشكال الذاكرة المتعلقة بالتراث. يتم دمج هذه المهام من خلال إجراءات ترابطية محددة أو إجراءات أخرى لصالح ذكرى الإصدار. وبعيدا عن التوترات والحوار، من الضروري الدراسة والتفكير في مكان النشر المنتشر والمستمر باعتباره مظهرا محددًا للتراث الثقافي غير المادي.

الكلمات المفتاحية: التراث، التراث المادي/غير المادي، الذاكرة، النشر

مقدمة

بالإشارة إلى فكرة التوترات في عنواننا، فإننا نستخدم مصطلحًا، من ناحية، غالبًا ما يستخدم مؤخرًا في بلاغة الشؤون الجارية والأبحاث لتأهيل، أو حتى تلطيف، مصطلحات "التناقض" أو "المعارضة"، والتي من ناحية أخرى، يمكن أن يختلف المعنى اعتمادًا على ما إذا كان يستخدم في مقال علمي أو صحفي. وفي الصحافة، يتم استخدامه لتوصيف بدايات صراع أو موقف متوتر لم يتم حله بعد، ولكن يمكن استخدامه أيضًا لدلالته على التشويق لربط القراءة. إن تعريفنا للكلمة لن يأخذ تعريف الصحافة بل سيضع نفسه في الجانب العلمي من خلال الاحتفاظ بمعنى ثلاثي لموضوعنا:

- عدم وضوح التوافق النظري والعملي بين ما يشكل التراث المادي وغير المادي؛
- ممارسات مراقبة المطبوعات والحفاظ عليها والتي لا تمثل بالضرورة ممارسات تخزين تضمن وضع التراث؛

- تضارب الشروط التي قد تحكم إنشاء ذاكرة النشر، من ناحية، الأثر الإداري الذي يقتضيه قانون الإيداع القانوني الفرنسي والمستمر منذ فرانسوا الأول (1556)، ومن ناحية أخرى، تصميم منطوق التراث والخدمات اللوجستية المنظمة حول المنشورات. إن حالة الإيداع القانوني وتطبيقه في الجزائر ستتيح لنا الفرصة لمراجعة التعامل مع الإيداع على المستوى الوطني والمسائل الجديدة المتعلقة بتحديد الأصول.

فرضيتنا التي تجري في وضع حالي معين منذ 17 أكتوبر 2024 شهدت الاحتفال باليوم الدولي الأول للتراث الثقافي غير المادي بمبادرة من اليونسكو (2024)، تنضم إلى دراساتنا وممارساتنا في وساطة المعرفة والتراث (التدريس والبحث

قضية النشر لا تزال بعيدة إلى حد كبير عن القضايا العالمية التي تطرحها PCI. هناك خطران، على وجه الخصوص، ينشأان من هذا: خطر سوء تقدير دعم الذاكرة العامة - فكرة اللامادية التي تخلق "اضطرابًا" على حد تعبير كيارا بورتولوتو (2014) - ونسيان مساهمات طبعة لثقافة الأقليات والأمم. ومع ذلك، فإننا سنضع حدودًا لهذه الملاحظة من خلال تسليط الضوء على حقائق وإمكانات الحوارات القائمة بين فئات التراث المختلفة. ستستند مساهمتنا إلى

التفكير النقدي لمشكلة ظاهرة التراث غير المادي المنسية جزئيًا، والتي تحجبها ممارسة المحفوظات ويتم الاستهانة بها جزئيًا بسبب التمكين الذي يثق كثيرًا في ذاكرة الكتب.

1- التوافق والمسافة بين المادي و"غير المادي"

إحدى النقاط الرئيسية المتعلقة بطبيعة نشر الأرشيف هي حقيقة أثر الذاكرة الخاصة به. مكتوبة، صوتية، مرئية، رقمية، فهي تنضم على الفور إلى حالة الوسائط لأنها منقوشة على الدعائم وبالتالي توجه شروط حفظها والتي بدورها تشترط الحفاظ على الذاكرة. إنه يتبع أفكارنا وإيماءاتنا وكلماتنا على الوسائط المتطورة والانتقالية، والتي تكون أحيانًا سريعة الزوال سواء كانت تناظرية أو رقمية. واجه الجزء الأنثروبولوجي من سلوكنا، والذي يصعب إعادة إنتاجه إلا من خلال التعليم والتدريب، بما في ذلك الكلام الشفهي والتقليد والتلقين، نقطة تحول رئيسية، خاصة عندما فقدت الشفهية قدرتها على الانتقال في ثقافة الأجداد. كانت العملية طويلة وجمعت مواقف متناقضة للغاية. وقد درس عالم الأنثروبولوجيا جاك جودي الأدوات الفكرية التي رافقت وساطة الذاكرة بدءًا من الشفهية لتحويل القصص الشفهية إلى قصص مكتوبة (جودي، 1979). وقد سلط بحثه الضوء على قدرات سلسلة الذاكرة البشرية من خلال إلقاء الضوء على الإمكانيات الهائلة لإضفاء الطابع الرسمي على هذه الذاكرة نفسها، ولا سيما من خلال التنظيم الجدولي أو المدرج للبيانات. ومن قصة أو وصفا تنتقل من جيل إلى جيل إلى قصة أو وصفا مكتوبة. يلاحظ جودي كيف حدثت نقلة نوعية من وجهة نظر النقل والحفظ، لا سيما في فصل القصة عن مكان أدائها. لخص إيف جانيريت الدروس عندما روى تجربة جاك جودي في تنظير الكتابة: "إن فهم أن الصفحة تخلق مساحة، وأن القائمة تحدد أماكن للأشياء، وأن الطاولة توزع الأماكن للأفكار، فإن هذا يعني وضع إصبعنا على عمل إعادة توزيع المساحات التي تعمل بها أجهزة الإعلام حولنا وداخلنا." (جانيريت، 2011، ص 97).

إن استخدام مصطلحات التراث غير المادي يأخذنا إلى رؤية أقل تركيزًا على الغرب من رؤية التراث وحده. وصلت عبر آسيا، بحسب كتاب المفاهيم الأساسية لعلم المتاحف: «هذه الفكرة، التي نشأت من الدول الآسيوية (وخاصة اليابان وكوريا)، مبنية على فكرة أن النقل، لكي يكون فعالاً، يعتمد بشكل أسامي على التدخل البشري، ومن هنا جاءت فكرة الكنز البشري الحي، "الشخص الذي أصبح أستاذًا في ممارسة الموسيقى والرقصات والألعاب والأحداث المسرحية والطقوس ذات القيمة الفنية والتاريخية الاستثنائية في بلده، على النحو المحدد في

التوصية بشأن". حماية الثقافة التقليدية والشعبية (اليونسكو، 1993). تتوافق هذه الفكرة مع ما ذكره الكاتب والإثنولوجي المالي حمادو هامباتي با في خطابه الذي ألقاه عام 1960 في اليونسكو لصالح "النصب الشفهي العملاق الذي سيتم إنقاذه من الدمار [...] حيث يستخدم هذه الصورة لذكريات النار: [...] علم اجتماعنا، تاريخنا، دستور الأدوية لدينا، علم الصيد وصيد الأسماك، زراعتنا، علم الأرصاد الجوية لدينا، كل هذا محفوظ في ذكريات الرجال، رجال يتعرضون للموت ويموتون كل يوم. بالنسبة لي، أعتبر موت كل واحد من هؤلاء التقليديين بمثابة حرق لذخيرة ثقافية غير مستغلة". (همباتي با، 1960). ولذلك فإن هذا الوعي بالحاجة إلى الحفاظ على التراث حدث في سياق إعادة تأهيل معارف الأجداد التي وصفها أحد أكبر المروجين لها بأنها "نصب تذكاري للحفاظ".

إن التضامن الذي حدث بين الأثر والدعم المحمول وإضفاء الطابع الرسمي (الكتابة واللوح والقائمة، على سبيل المثال) يذكرنا بأن صفة "غير ملموس" المرتبطة بـ "التراث" لا تصف سوى جزء من طبيعته ووظيفته. لا شك أنها مهمة وعقدية ولكنها تعطي فقط تجسيداً اصطلاحياً لواقعها الأكثر مادية وتعقيداً (Bortolotto، 2011). بالفعل، ودون النظر حتى في دعم القوائم أو القصص، مثل قودي، يثير النقل الشفهي أسئلة حول الوسيلة والوساطة، على أي حال، لأن الشفهية ليست الوحيدة المشاركة في إنجازها أو تحقيقها. يفترض التقليد الشفهي، على وجه الخصوص، حركات وطقوس وأعمال وشروط نقل تتطلب تعايشاً جسدياً أو مادياً.

2- الإيداع القانوني كإرث

لقد وُلد نمو وسائط الذاكرة المحمولة حضارة الكلمة المكتوبة، لكنه أدى أيضاً إلى طرح مسألة تراث القصور والأمم ودور العبادة والمجموعات الخاصة التي لها تراث يمكن نقله. وإذا ظلت مكتبة الإسكندرية مثالا رئيسيا للعصور القديمة في السعي إلى الحفاظ الشامل على ما كان متداولاً من حيث الكتابة، فإنه كان لا بد من الانتظار بضعة قرون حتى تصل الفكرة نفسها، وهي نفسها مستوحاة من مكتبات الأديرة والأباطرة والجامعات. أو رعاية آل ميديشي على سبيل المثال، لا تتجسد في إيداع ما تمت طباعته أو بيعه في المملكة الفرنسية في عهد فرانسيس الأول. بموجب مرسوم مونبلييه الصادر في 28 ديسمبر 1537، تم إنشاء إيداع المواد المطبوعة وأمر بانعي الكتب والطابعين بإرسال أعمالهم إلى مكتبة الملك. وعلى الرغم من جدل المؤرخين حول

الدوافع الخفية للملك نفسه أو مستشاريه في هذا الفعل فيما يتعلق بدافعهم الوحيد وهو المحسوبة، فإن الإيداع القانوني يعمل وفق اهتمام مزدوج: 1. إنشاء مكتبة الملك كمكتبة مرجعية؛ 2. المراقبة والسيطرة على الأفكار التي دعمتها الكتابات. ثم تطور هدف الرقابة والسيطرة على النشاط التحريري لبلد ما من خلال الإيداع القانوني مع مرور الوقت. أصبح الإيداع شرطاً للحصول على تصريح الطباعة ووسيلة لحماية حقوق النشر. وهكذا، بالإضافة إلى أهداف جمع الطبعات الوطنية وتجميع ونشر الببليوغرافيا الوطنية، قدم لاريفير، من خلال دراسة جان لون، أهدافاً أخرى للإيداع القانوني يمكن تلخيصها على النحو التالي: (1) الحماية القانونية (حقوق النشر)؛ (2) إثراء المكتبات. (3) المتوسط الإحصائي للطبعات الوطنية (Larivière and Lunn, 2000).

ورغم أن تنوع النظم القانونية الوطنية يجعل من المستحيل وضع قانون نموذجي يمكن أن يخدم معظم البلدان، فقد أصر جان لون على أهداف أي قانون للإيداع القانوني من خلال تصنيف أهدافه: (1) يجب أن تكون له الأهداف التالية: الهدف ذو الأولوية الحفاظ على مجموعة الطبعات الوطنية وإثرائها؛ (2) كهدف ثانٍ، نشر قائمة المراجع الوطنية في أسرع وقت ممكن. كما ذكر على المستوى المنهجي أو الشكلي أن تكون أهداف هذا القانون واضحة ومبررة بشرح مفصل لقيمتها. يمكن أن تكون تفاصيل المعايير الرئيسية التي ينطوي عليها تحديد الوديعة لضمان قدرة القانون على تحقيق أهدافه الحالية أو المستقبلية على النحو التالي:

1. أصل النشر

2. الاكتمال (أو أنواع المستندات المطلوب حفظها)

3. المودعون

4. منظمات الإيداع

5. عدد النسخ

6. الموعد النهائي لتقديم الطلبات

وللتمسك بالأمرين الأولين، نلاحظ أن أصل النشر له أهمية كبيرة في تعريف مفهوم "المجموعة الوطنية" أو "الطبعات الوطنية". من المقبول أن يقتصر الإيداع القانوني على الإنتاج الوطني للمطبوعات الموزعة على عامة الناس عبر وسائل الإعلام المختلفة داخل الحدود

الجغرافية للبلد. إذا تم تناوله من وجهة نظر القانون الصارم، فإن قانون الإيداع القانوني لا يمكن تطبيقه إلا داخل حدود الدولة لأن القانون الوطني، حتى لو كان يمكن أن يلهم بلدًا أخرى، من غير المرجح أن يتم تطبيقه خارج الحدود الإقليمية. أما بالنسبة لأنواع الوثائق التي سيتم إيداعها وبالتالي الحفاظ عليها، نظرًا لأنه من المتوقع أن تكون مجموعة الطبوعات الوطنية والبيبلوغرافيا الوطنية شاملة قدر الإمكان، فيجب توسيع التشريع الخاص بالإيداع القانوني ليشمل جميع فئات الطبوعات. ولكنه يعتمد أيضًا على الموارد المتاحة في الوكالات البيبلوغرافية في كل بلد (المكان، الموظفون، وما إلى ذلك).

تختلف أنواع الوثائق المدرجة في البيبلوجرافيات الوطنية حسب دراسة روبرت ب. هوللي (Holley, 1998)، لإعطاء فكرة عن تنوع الوثائق الخاضعة للإيداع القانوني وبالتالي البيبلوجرافيات، المدرجة في عام 1998:

- يعمل
- منشورات مسلسلة
- المطبوعات الحكومية الرسمية
- وقائع المؤتمر
- الأدلة
- المطبوعات المتعلقة بالوطن الصادرة في الخارج
- الخرائط
- الأطروحات
- كتيبات
- المقطوعات الموسيقية
- التسجيلات الصوتية
- المقالات الدورية
- المواد الرسومية

- الأشكال الدقيقة
- الصور المتحركة وتسجيلات الفيديو
- ملفات الكمبيوتر
- المنشورات الحكومية الدولية

ففي الجزائر، على سبيل المثال، يعود تاريخ الإيداع القانوني إلى السنوات الأولى من الفترة الاستعمارية. من عام 1849 وبشكل خاص من عام 1881 مع قانون حرية الصحافة. تم تطوير هذه القوانين في البداية بشكل أكبر لأغراض المراقبة والرقابة. فقط منذ عام 1925 أصبح الإيداع القانوني محكومة بنصوصه الخاصة. دخلت المكتبة الوطنية بالجزائر العاصمة حيز التنفيذ منذ عام 1956، حيث تلقت منذ ذلك الحين جميع المطبوعات الخاضعة لالتزام الإيداع القانوني: نسخة واحدة مودعة من قبل المطبعة وأربع نسخ من قبل الناشر. تم الاحتفاظ بنسخة واحدة فقط في مجموعات الجزائر العاصمة، وتم نقل النسخ الأخرى إلى المكتبة الوطنية الفرنسية. ولتفادي الفراغ القانوني، قررت الإدارة الجزائرية بموجب القانون عدد 62-157 المؤرخ في 31 ديسمبر 1962 تجديد جميع التشريعات الفرنسية المعمول بها في ذلك التاريخ إلا ما ورد فيها من أحكام مخالفة للدولة الجزائرية. ثم قرر النظام القضائي الجزائري بموجب الأمر رقم 73-29 المؤرخ في 5 جويلية 1973 إلغاء القانون رقم 62-157 المؤرخ في 31 ديسمبر 1962 وبالتالي وضع حد لجميع التشريعات الموروثة عن الاحتلال الفرنسي. ومن بين المشاريع البارزة التي تلت ذلك، نلاحظ المشروع الذي نُشر في شكل أمر عام 1996 في JORA (الجريدة الرسمية) حيث تم تحديد أهداف الإيداع القانوني بوضوح، والذي ينسب إليه نفس الأمر "طابعاً محافظاً"، مع ثلاثة أهداف رئيسية هي: (1) جمع وحماية والحفاظ على الإنتاج الفكري والفني الجزائري. (2) تطوير ببيولوجيا الجرائر. (3) جعل الوثائق موضوع الإيداع القانوني متاحة للجمهور.

3-ذاكرة التراث الرقمي

كامتداد للقائمة السابقة لأنواع المستندات، والتي حددت بالفعل وسائط الكمبيوتر، يجب علينا إضافة المستندات الرقمية بتنوعها الكبير. يمكننا أن نلاحظ أن البحث عن وسائط ذات كفاءة متزايدة في قدرات ذاكرتها أدى إلى تطور الممارسات والدلالات الأكثر شيوعاً تجاه

مصطلح "الذاكرة" الذي يستخدم للتراث بقدر ما يستخدم لتأهيل قدرات كائناتنا معظم الأشياء اليومية من حيث بطاقات الذاكرة أو الرقائق أو المفاتيح أو أجهزة الكمبيوتر أو الأجهزة اللوحية أو الهواتف الذكية. ومع ظهور تكنولوجيات المعلومات الجديدة كوسيلة لنشر ونشر المعرفة، أصبح من الضروري مراجعة التشريعات المتعلقة بالإيداع القانوني. المنشورات الإلكترونية يمكن أن تكون:

- المعادل الإلكتروني للمطبوعات التقليدية مثل الكتب والمجلات وغيرها؛
- قواعد البيانات التفاعلية، وحالة الببليوغرافيات، والصور الرقمية، وما إلى ذلك؛
- إنتاج الوسائط المتعددة: الألعاب على سبيل المثال؛
- البرمجيات والأنظمة المتخصصة؛
- أشكال جديدة لنشر المعلومات، مثل الخدمات عن بعد، ومجموعات المناقشة، وما إلى ذلك.

يمكن تحديث المنشور الإلكتروني بشكل دائم، ومن هنا جاء اسم "النشر الديناميكي"، أو تجميده: "النشر الثابت".

وقد نشرت اليونسكو توصيات حول هذا الموضوع، تلخص نقاط التدخل والقضايا المتعلقة بالمنشورات الإلكترونية فيما يتعلق بالإيداع القانوني. سنحتفظ بستة منها:

1. شكل التشريع

2. تطبيق التشريعات الخاصة بالإيداع القانوني للمطبوعات الإلكترونية

3. النطاق

4. فئات المطبوعات الإلكترونية

5. الحفظ

6. التعداد

1. شكل التشريع

وقد اتخذ التشريع الجديد بشأن الإيداع القانوني للمطبوعات الإلكترونية ثلاثة أشكال رئيسية هي:

- قانون خاص بالإيداع القانوني لهذا النوع من المطبوعات
- قانون حق المؤلف
- قانون يحكم في نفس الوقت مؤسسة الإيداع الوطنية.

وفي هذا الصدد، توصي اليونسكو بإدراج الأحكام المتعلقة بالإيداع القانوني للمنشورات الإلكترونية مع الأحكام التي تحكم الوثائق المطبوعة.

2. تطبيق التشريعات الخاصة بالإيداع القانوني للمطبوعات الإلكترونية

تظل وظائف المكتبة الوطنية في جمع وحفظ ونشر المجموعة الوطنية دون تغيير فيما يتعلق بالنشر الإلكتروني. تم تأكيد هذه المشكلة في عام 1996 من خلال تقرير المفوضية الأوروبية حول المستندات الإلكترونية.

3. النطاق

لا يشكل نطاق المنشورات الثابتة أي مشاكل لأنه يمكن إدارتها بنفس طريقة إدارة المستندات المطبوعة. فالإيداع القانوني للأقراص المدمجة، على سبيل المثال، لا يختلف عن النموذج المطبوع. تكمن المشكلة في تقديم المنشورات عبر الإنترنت لأنه قد يحدث أن تساهم عدة دول في إنتاج وتوزيع هذه المنشورات عبر مواقعها. وعلى هذا النحو، اقترح فريق عمل تابع لليونسكو أن يحدد القانون الوطني للنطاق الوطني للمنشورات الإلكترونية.

4. فئات المطبوعات الإلكترونية

وأوصت اليونسكو أيضًا بأن تكون فئات المنشورات الإلكترونية التي سيتم تقديمها للإيداع القانوني واسعة قدر الإمكان. وتقتصر كذلك أنه سيكون من الأفضل إدراج موضوع موضع شك وعدم التمييز بين المنشورات الإلكترونية والمنشورات الإلكترونية المستقلة بدلاً من استبعاده. يقع اختيار تحديد أنواع الفئات التي تشكل جزءًا من المجموعة الوطنية على عاتق مؤسسة الإيداع.

5. الحفظ

إن الوصول إلى المطبوعات الإلكترونية المودعة يتطلب حتما شروط الحفظ والوسائل المتاحة لاستغلال هذه المطبوعات. توصي اليونسكو بإدراج الحق في عمل نسخ من المنشورات المودعة في التشريع. وبما أن حفظ المطبوعات الإلكترونية قيد التطوير، فإنه يطرح مشاكل فنية ينبغي دراستها بشكل منفصل.

6- حصر المصادر الإلكترونية في الببليوجرافيات الوطنية

منذ أن تم إطلاق المسح خلال صيف عام 1998، فيما يتعلق بإحصاء الموارد الإلكترونية في الببليوجرافيات الوطنية من قبل 55 وكالة ببليوغرافية وطنية، تبين أن العديد من الموارد الإلكترونية قد بدأت بالفعل في أن تكون موضوع التعداد في هذه الببليوجرافيات، مما يؤكد أن هذه المصادر الإلكترونية تشكل دعم المعلومات الجديدة جزءاً لا يتجزأ من الإصدارات الوطنية. وقد استمرت مبادئ الإيداع هذه في التطور ولكن بحدود ذكرها فريدريك سابي، على سبيل المثال، في دراسته التاريخية للإيداع القانوني في فرنسا: "[...] لا يمكن تحقيق الشمولية، وهي خاصية نظرية للإيداع القانوني. [...] إن إنشاء مستودع شامل للويب أمر لا يمكن تصوره، لأسباب فنية ولكن أيضاً لأسباب طبيعية (خاصة بسبب الروابط بين المواقع). ولكن [مع] الرد المقترح [...]]: التقاط لقطات من شبكة الإنترنت الفرنسية، مع استكمالها بمجموعات مستهدفة. نحن لسنا بعيدين جداً، في نهاية المطاف، عن طريقة العمل التي يتبناها أمناء المحفوظات، الذين يتقدمون عن طريق أخذ العينات [...]]. والنتيجة ليست أقل قابلية للاستخدام من قبل الباحثين. « (سابي، 2013).

4- مواصلة التأملات في الحوار بين الوديعة والذاكرة

إن جمع وحفظ النشر والإيداع هو موضوع قوانين ومراسيم تحدد الالتزامات وتحدد الأهداف التي تضعها الدولة للذاكرة التي ترغب في الاحتفاظ بها أو حتى الإشراف عليها. كما رأينا، أدى الإيداع القانوني دوراً ليس فقط في الإيداع، الذي يؤكد على عملية التسجيل والتحقق، ولكن أيضاً في الأرشيف بمرور الوقت، ليصبح احتياطياً للمعرفة للاستكشاف والاستغلال.

لماذا لا تأخذ نصوص اليونسكو بعين الاعتبار التراث التحريري في التراث الثقافي غير المادي؟ تعطى أولويات اتفاقية عام 2003، كما رأينا على المستوى التعريفي، لما يسمى عادة بالتراث العي: التقاليد الشفهية (الحكايات والأساطير والقصص)؛ الفنون المسرحية (المسرح،

الرقص، الموسيقى)؛ الممارسات والطقوس الاجتماعية (الاحتفالات والمهرجانات)، والمعارف والممارسات المتعلقة بالطبيعة (المعرفة التقليدية)، والدراية المرتبطة بالحرف التقليدية (موريسيت ونوبين، 2005؛). ولأنه يتم استيعابه في عمليات التثبيت على الوثائق، فإن التراث التحريري يفلت من هذا التراث الحي، وبالتالي يرتبط بالتراث المادي إلى جانب الآثار والمواقع والأشياء. علاوة على ذلك، فإن عملية التحرير، عندما تكون في خدمة الإبداع الجديد أو الأصلي، أو العمل الفني، أو المؤلف، تميل إلى فصل نفسها عن التراث الحي الأكثر توجهاً نحو المظاهر والممارسات الجماعية والجماعية. ومن ثم، وتماشياً مع هذا المعنى المرتبط بالإبداع، غالباً ما يتم دمج النشر في عالم الصناعات الثقافية التي أخذت منظمة اليونسكو أبعادها واهتمت بها، لا سيما في العقود الأخيرة، ولكن في برامج أخرى غير برامج التراث الثقافي غير المادي.

صحيح أنه بين الدور الحاسم للأنشطة التحريرية لحفظ ونشر المعرفة، أي وساطاتها، ودعم هذه الوساطات التي هي من النظام المادي، فإن التراث التحريري، لأنه يشمل الاثنين، لا يوجد بشكل كامل أيضاً. في فئات التراث الثقافي غير المادي، ولا في الحقيقة في فئات التراث العام. ومع ذلك، فإن برنامج "ذاكرة العالم" (<https://www.unesco.org/fr/memory-world>) الذي يهدف إلى الحفاظ افتراضياً، من خلال النسخ والدراسات والبيانات الوصفية والتعليقات والنصوص، على معلومات نادرة أو ثمينة أو مهمة. تُظهر الكتب والوثائق من دور المحفوظات والمكتبات حول العالم، بما في ذلك تلك الموجودة في المتاحف والمؤسسات، كل الاهتمام الموجه، من خلال تنوع القطع المعنية، لأعمال النشر والنشر. التحرير. وهذا البرنامج، بتعبيره الرقمي، عبارة عن مساحة من الذاكرة المجهزة أو الأدوات الفكرية (كما يسميها جاك جودي) يمكن أن يشكل في حد ذاته جزءاً من التراث الثقافي غير المادي.

الفيلم الوثائقي بعنوان "كل ذاكرة العالم" الذي أخرجه آلان رينيه عام 1956، والذي جاء في مقتطف منه: "لأن ذاكرتهم قصيرة، يجمع الرجال عددًا لا يحصى من التذكيرات"، يوضح تماماً دمج الذاكرة التحريرية في التراث. الذاكرة، في هذه الحالة المكتبة الوطنية الفرنسية، اعتماداً على الطبيعة الخاصة للوسائط المحفوظة، باستثناء الأعمال "العامة"، في خزائن مختلفة مخصصة للخرائط والمطبوعات والصور الفوتوغرافية والميديا والمخطوطات. في ضوء اختلاف سلطات الحفظ، والإيداع القانوني كأولوية، ليس هناك سبب للأسف على عدم

الاهتمام بالإنتاج التحريري، ولكن ما يبدو أنه قوة المحفوظات "المحددة" للطبعات، أي المحفوظات بأكملها سلسلة التصميم والاختيار والإنتاج والنشر، بما في ذلك الآن وثائقها الكاملة تقريبًا في البيانات الرقمية.

لا يمكن تنفيذ هذا التحول من المادية إلى الرقمية لجميع حالات المجموعات التي تشكل مطبوعاتها وانطباعاتها جزءًا ثمينًا من صفاتها الخاصة مثل الكتب أو أسطوانات الفينيل أو الأقراص المضغوطة الصوتية أو الأقراص المضغوطة ولكن يجب إضافة ذلك على الفور في عدد من الجمهور الخدمات قمنا بإعداد فئات صناديق التراث الافتراضي باستخدام أنواع ومصطلحات الخدمات المخصصة للوثائق. لقد تمكنا من العد في عام 2015: "الأرشيف؛ المكتبات؛ مراكز التوثيق مختبرات المتاحف؛ المؤسسات السمعية والبصرية؛ خدمات التراث". وبذلك تم تحديد إجمالي 3116 مجموعة تشكل "التراث الرقمي". (ريجيمبو 2015).

إن الاهتمام بالحفظ والتأمين الذي يتضمن المزيد من الوصول المفتوح قد سلط الضوء على الحاجة إلى وضع الأشياء في سياقها وصورها الرمزية وجميع الوثائق: "يجب بعد ذلك تحديد القيمة المضافة الأرشيفية ليس في وصف الكائن نفسه، ولكن في تفاعلاته مع أشياء أخرى - سواء كان من الممكن الحفاظ عليها في سياسة حفظ طويلة الأجل أم لا - في سياق الإنتاج والجمع والحفظ، لا سيما إذا كان هذا "غزوًا" كما هو الحال حاليًا في غياب أدوات موحدة." (دانجيو باروس وآخرون، 2013، ص 96). بالنسبة للموضوع الذي يعيننا، لا يسعنا إلا أن نؤيد فكرة ربط الإنتاجات بعملية تحقيقها، بنشأتها، إذ نتحدث عن وراثتها النص التي تعود من النص النهائي إلى كتابته؛ وهذا يعني الاهتمام بالطبيعة الهشة والحاسمة للبيئة التحريرية.

5- صندوق من الصبر

إن أهمية الحفاظ على المادة التحريرية في واقعها العملي والتاريخي، دفعت بعض الجهات إلى اقتراح شكل ومكان معينين لتراث النشر. من خلال إنشاء معهد Mémoire de l'Édition المعاصر (IMEC) مع الآخرين، تابع أوليفييه كوربيه بحثه الأول وشغفه المتعلق بالمجلات الفنية والأدبية. كان قد أسس بالفعل جمعية Ent'Revues في عام 1986، وعضوًا دراسيًا مع La revue des revues. منشور استطاع أن يستعيد ويستعيد كل أهمية المجلة في الاعتراف بالمؤلفين وعمل الأفكار. في نصوص الإشادة بحياته وعمله التي تم جمعها على موقع

IMEC، بعد وفاته في عام 2020، نجد الالتزامات والقيود والمثابرة التي حكمت إنشاء هذا المعهد المذكور، والذي زاد اهتمامه على مر السنين.

أنشئت لأول مرة في باريس في عام 1989، وتم توسيعها في عام 1996 من خلال فرع الأنشطة الثقافية في دير آردين، في نورماندي، بالقرب من كاين، وقد نقلت IMEC مجموعاتها في عام 2004 إلى نفس الدير المعاد تأهيله. يتذكر أندريه شاين، رئيس تحرير La Revue des Revue، أن شركة أوليفيه كوربيه كانت راسخة بقوة في ارتباطه بالمجلات: "أوليفيه، رجل المجلات: لقد قاموا بمراجعتها لصالح Libération، وكان يدير لفترة من الوقت Autogestion، ترأس إعادة إصدار الحجج في بريفات. كانت المجلات شغفه الأول: "لقد كان ذوقى المفرط للمجلات هو الذي أعطاني طعمًا للأرشيف". كتب الرجل الذي شارك في تأسيس شركة Imec في عام 1988. « (أندريه شاين، 2020). يتذكر أيضًا مقابله، بينما كان في خضم إنشاء Revue des revues، الممنوحة لـ Bulletin des Bibliothèques de France حيث دافع أوليفيه كوربيه عن النوع التحريري للمراجعة من خلال "[...] بطيء، متعمق، تحت الأرض العمل، المصنوع من التواضع والصبر والعناد. عمل ذو تأثيرات غير فورية، رهان على الوقت. [...] (كوربيت، 1988). بيير ليروي، رئيس IMEC، في تكريمه، يضع أهمية هذا المشروع على نطاق أوسع من خلال التأكيد على نطاق المعهد الذي أنشأه أوليفيه كوربيه، "مع فريقه، أحد الأماكن الأولى للتحرير والأدبي والثقافي". أرشيفات فرنسا وأوروبا، وواحدة من الرسوم التوضيحية الأكثر روعة وحيوية لفوائد اللامركزية، بما في ذلك في المسائل الثقافية. « (بيير ليروي، المرجع نفسه، المرجع نفسه).

ومن ثم فإن الحاجة إلى توفير معاملة خاصة لأرشيفات الناشرين استندت إلى تجربة مرتبطة ارتباطًا وثيقًا، كما نفهم، باستخدام والدفاع عن طبعة ذات بعد حرفي، ولكن أهميتها مكنت من وضع نموذج لنسخة لم يتم استغلالها أو نشرها إلا قليلاً حتى الآن. التوجه نحو الأرشفة العقلانية والتشغيلية. إن إدراج هذه التجربة في مفهوم أرشيفي بالتأكيد ولكن أيضًا في تراث الوثيق، أعطى الثقة للمؤلفين والناشرين ليعهدوا بأرشيفاتهم إلى هذا المركز الذي يمكنه بالتالي أن يكون بمثابة "ذاكرة" نشطة لتاريخ وساطة المعرفة.

إن طابع الأصالة وضرورة الوظيفة التحريرية في علاقتنا بالمعرفة هو أحد العناصر التي تم التعبير عنها بوضوح في عدد خاص من إنساقيفات: المجلة الجزائرية للأنثروبولوجيا والعلوم

الاجتماعية، حول "الأرشيفيات. مشكلة التراث = الأرشيف - صعوبة التشكيل التراثي". يتذكر الصديق بنقادة في مقالته: "تراث ثقافي: منشورات جمعية الجغرافيا والآثار بوهرا (1878-1988)": "[...] هذا التراث الذي تراكم بصبر وتم الحفاظ عليه بغيرة لأكثر من قرن وربع؛ وهو دليل، إذا لزم الأمر، على الوعي التراثي الذي لا يزال موجودا لدى شريحة كبيرة نسيها من النخبة المثقفة المحلية؛ والتي ترى بحق أن المجموعة الوثائقية الكاملة للجمعية (أعمال، مجلات، منشورات الجمعية، أرشيفات، خرائط وخطط) تشكل أكثر من مجرد تراث؛ وبخلاف ذلك، فهي ذاكرة ثقافية حقيقية، ومنجم معلومات لا ينضب، وأداة بحث أساسية حول حالة المعرفة المكتسبة في المغرب العربي بشكل عام والجزائر بشكل خاص؛ وذلك في مجالات مختلفة: التاريخ، وعلم الآثار، والإثنوغرافيا، وعلم اللهجات، والعلوم الطبيعية الخ...."

6- تأملات واستنتاجات

إن فكرة التراث غير المادي مضللة لأنه يبدو أنها تشير إلى "سماة الأفكار" التي من شأنها أن تتغلغل في عقول البشر دون أي تجسيد محدد. ومع ذلك، وعلى النقيض من هذا التمثيل، فإن التراث غير المادي يتجسد بدقة في الأفعال والكلمات والعمليات والطقوس التي تهتم اللامادية بنطاقها الحضاري وليس بغياها المادي أو العضوي أو الملموس. إن الأغنية، أو الرقصة، أو الوجبة، أو الوصفة، أو قطعة من المعرفة الحرفية أو التقنية هي أمور غير ملموسة لأنها تعبر المواقف والقرون مع الحفاظ على جوهر مرجعي ثابت في الأفعال الاجتماعية. وتعبّر اليونسكو، في نصها البرنامجي، عن ذلك بهذه العبارات: "إن أهمية التراث الثقافي غير المادي لا تكمن في المظهر الثقافي نفسه بقدر ما تكمن في ثروة المعرفة والدراية التي ينقلها جيلاً إلى آخر." ترتبط عدم أهمية التراث، كما تحددها اليونسكو في تعريفها، بمجالات مثل "الألعاب والرياضات التقليدية" أو "تقاليد الطهي" أو "التربية" أو "الحج" أو "أماكن من الذاكرة". (اليونسكو، 2023). ولذلك نعود إلى الضرورة العملية للغاية لمعرفة وفهمهم من خلال وسائطهم ووسائل إعلامهم. وهكذا سيتم فهم مثل هذا الحج من خلال رحلات وحياة وتجارب الحجاج والرموز الدينية والآثار والمضامين الأدبية والفنية من خلال القصص والأماكن نفسها والأفلام التي تشكل ما نجمعه تحت مصطلح المصادر والمصادر الوثائقية.

وحتى لو كانت مفاهيم الذاكرة الجماعية والذاكرة الاجتماعية والذاكرة التاريخية والذاكرة التراثية تميل إلى التداخل، فإن هذا التقارب لا يستفيد من الاندماج في كيان واحد مهيمن بالنسبة للآخرين. فالذاكرة الاجتماعية، على سبيل المثال، لها آثار حفظ وتواصل أخرى غير الذاكرة التاريخية، وذلك من خلال التجسد، على سبيل المثال، في ما نسميه "متاحف المجتمع" بينما تتجلى الذاكرة التاريخية في جميع الأماكن ووسائل الإعلام التابعة للأمة، من تاريخ المدرسة الابتدائية كتاب مدرسي للاحتفالات بالأحداث التاريخية للتحرير وتغييرات النظام. أماكن مثل المعالم الوطنية هي جزء من هذه الذكريات: المدن التاريخية والقلاع والمباني الدينية مدرجة في هذه الذاكرة ولا تخلو من الاهتمام، وغني عن القول، وجهة نظر اجتماعية حول قيمتها أو بنائها، ولكن ليس بالمعنى الأساسي لـ الذاكرة الاجتماعية.

هل تشكل ذاكرة النشر ذاكرة اجتماعية أم جماعية؟ لقد قام منظرو الذاكرة الجماعية، بما في ذلك موريس هالبواكس، بإعادة فحص معنى "الذاكرة الجماعية" باستمرار (هالبفاكس، 1977). هل نحن قادرون حقًا على تقرير ما إذا كانت الذاكرة المشتركة، مثل ذاكرة مجموع الكتب والمعرفة، جماعية؟ إن المعرفة المتعلقة بالمدرسة، والدين، والشركات، والبيئات المهنية المختلفة لا تتمتع جميعها بإمكانية الوصول إلى البانثيون الجماعي في حين تظل مشتركة بين مجموعات كبيرة إلى حد ما. إذا أمكننا القول إن فنائًا أو مؤلفًا معينًا هو جزء من الذاكرة الجماعية، فهل ذلك بسبب التغطية الإعلامية أم بسبب إبداعه؟

مهما كان القيد الذي نضعه في تعريف "الذاكرة الجماعية"، والذي ربما يقتصر فقط على الذاكرة الداخلية لمجموعة أجيال معينة، والامتداد المتماثل للذاكرة الاجتماعية الممتدة إلى جميع الأفراد الذين يتشاركون الحياة في المجتمع، فسوف نكون كذلك أدت حالة الذاكرة التحريرية إلى الحفاظ على الإطارين الملاحظين. من المثير للاهتمام، على سبيل المثال، أن نلاحظ أنه بالنسبة لعالم الاجتماع حاليًا: "تشكل وسائل الإعلام اليوم "مؤسسة للمعنى" مهمة على نطاق كوكبي وتؤدي وظيفة الذاكرة الاجتماعية." (أوريان، 2018).

وبصرف النظر عن إنتاجات الناشرين الخاصة، يجب أيضًا أن تؤخذ في الاعتبار أرشيفاتهم التنظيمية والتجارية والجمعية وأحيانًا العائلية. حتى لو تم بالتأكيد الحفاظ على تراث الناشرين بطرق متعددة من خلال الأرشيفات الخاصة، أو الأرشيفات الوطنية، أو

أرشيفات المقاطعات في فرنسا أو تلك التابعة للولايات في الجزائر، أو من خلال مؤسسات مختلفة (المحاكم، غرف التجارة، إلخ)، فإن الجمعيات ساعدت أو نقلت من خلال الإجراءات المؤسسية، يبقى أن الصمت الذي تلتزم به النصوص بشأن الاعتراف المباشر والأساسي بالتراث التحريري الذي يعتبر تراثاً وثائقياً في التراث غير المادي يثير بعض الأسئلة حول التقاسم، غير المثمر في رأينا، بين التراث والأرشيف. بل يمكننا أن نضيف أنه من المصطنع أن نفصل في هذه المرحلة بين ما يشكل الهوية وبنية الذاكرة.

المراجع:

- D'ANGIO-BARROS Agnès, LHOUREAU Hélène, VASSEUR Edouard (2013). « L'archivage électronique dans l'administration publique : expériences croisées de trois services d'archives ministériels dans le contexte réglementaire des archives publiques ». In *Quand l'archivage devient électronique...* Actes du colloque international organisé par les Archives diplomatiques (La Courneuve) et les Archives nationales (Pierrefitte-sur-Seine), 5 et 6 février 2013, p. 80-98, [en ligne] http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Actes_colloque_AE_fevr-2013_diffusion-numerique_cle04a718.pdf
- BORTOLOTTI Chiara (2011). « Introduction. Le trouble du patrimoine culturel immatériel ». In *Le patrimoine culturel immatériel : Enjeux d'une nouvelle catégorie*. Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Ministère de la culture, pp. 21-43. En ligne : <https://books.openedition.org/editionsmsh/3552>
- CORPET Olivier (1988). « Que vivent les revues », *Bulletin des Bibliothèques de France*, n° 4, 1988. En ligne : <https://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-1988-04-0282-003>
- CHABIN André (2020). Hommage à Olivier Corpet. En ligne : <https://www.imec-archives.com/qui-sommes-nous/communiqués-de-presse/hommage-a-olivier-corpet>.
- DESVALLÉES André, MAIRESSE François (dir.) (2010). *Concepts clés de muséologie*, Paris : Armand Colin. En ligne : https://icofom.mini.icom.museum/wp-content/uploads/sites/18/2022/01/2010_key_concepts_of_museology_french.pdf
- GOODY Jack (1979). *La raison graphique : la domestication de la pensée sauvage*. Paris : Les Ed. de Minuit. Coll. Le sens commun.
- HAMPATE BA Amadou (1960). « Discours à la commission Afrique de l'UNESCO 01.12.1960 ». Audio, 43 :47 min.. En ligne : <https://www.ina.fr/ina-eclairer>

actu/audio/phd86073514/discours-de-hamadou-hampate-ba-a-la-commission-afrique-de-l-unesco)

- HOLLEY Robret P. (1998). « Results of a survey on bibliographic control and national Bibliography ». IFLA section on bibliography. In : *International Cataloguing and Bibliographic Control (ICBC)*, vol. 27, n° 1, January/march, 1998.
- IMEC (2024). Qui nous sommes ? Site en ligne : <https://imec-archives.com/qui-sommes-nous/l-imec-en-quelques-dates>).
- JADÉ Mariannick (2005). « Le patrimoine immatériel, quels enjeux pour les musées ? », ICOM (Conseil International des Musées) : Lettre du Comité national français, ICOM-France, n° 29, avril-octobre 2005.
- JEANNERET Yves (2011). *Where is Mona Lisa ? : et autres lieux de la culture*. Paris : Le Cavalier bleu.
- LARIVIÈRE Jules & LUNN Jean. (2000). *Principes directeurs pour l'élaboration d'une législation sur le dépôt légal*. Edition entièrement révisée et augmentée de la version originale de Jean Lunn (1981), UNESCO. En ligne : https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000121413_fre
- LEROY Pierre (2020). Hommage à Olivier Corpet. En ligne : <https://www.imec-archives.com/qui-sommes-nous/communiqués-de-presse/hommage-a-olivier-corpet>
- MORISSET Lucie K. et NOPPEN Luc (2005). « Le patrimoine immatériel : une arme à tranchants multiples », *Téoros*, 24-1, 2005, pp. 75-76.
- ORIANNE Jean-François (2018). « Collective ou sociale ? La mémoire neuve de Maurice Halbwachs », *Revue de neuropsychologie*, vol. 10, p. 293-297. En ligne : <https://stm.cairn.info/revue-de-neuropsychologie-2018-4?lang=fr>
- SABY Frédéric (2013). « Approche historique du dépôt légal en France », *Sociétés & Représentations*, n° 35, printemps 2013, p. 17-26.

UNESCO (2024). Première Journée internationale du patrimoine culturel immatériel. En ligne : <<https://ich.unesco.org/fr/journee-internationale-patrimoine-culturel-immater>>

UNESCO (2003). Qu'est-ce que le patrimoine culturel immatériel ? En ligne : <https://ich.unesco.org/fr/qu-est-ce-que-le-patrimoine-culturel-immateriel-00003>

UNESCO (2003). *Texte de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel*. 32^{ème} session de La Conférence générale de l'UNESCO, Paris. 29-09/19-10 2003.

En ligne : <https://ich.unesco.org/fr/convention>

UNESCO (1992→). « Mémoire du Monde » (Memory of the World). En ligne : <<https://www.unesco.org/fr/memory-world>>